



Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille

Distr. générale

5 mai 2015

Français

Original: anglais/espagnol/français

Réunion des États parties à la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille

Septième réunion

New York, 30 juin 2015

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

**Élection de sept membres du Comité pour la protection
des droits de tous les travailleurs migrants et des membres
de leur famille afin de remplacer ceux dont le mandat
viendra à expiration le 31 décembre 2015, conformément
aux paragraphes 1 à 5 de l'article 72 de la Convention**

Élection de sept membres du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille afin de remplacer ceux dont le mandat viendra à expiration le 31 décembre 2015

Note du Secrétaire général

1. Conformément au paragraphe 4 de l'article 72 de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, la septième réunion des États parties à la Convention se tiendra au Siège de l'Organisation des Nations Unies, le 30 juin 2015. À cette occasion, sept membres du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille dont les noms figurent sur une liste de candidats désignés par les États parties (sect. II) seront élus, afin de remplacer ceux dont le terme viendra à expiration le 31 décembre 2015 (sect. I). Sept membres continueront d'exercer leurs fonctions au sein du Comité jusqu'au 31 décembre 2017 (sect. III).

I. Membres dont le mandat viendra à expiration le 31 décembre 2015

<i>Nom du membre</i>	<i>Pays de nationalité</i>	<i>Membre depuis</i>
M. Francisco Carrión Mena	Équateur	2004
M. Ahmed Hassan El Borai	Égypte	2004

GE.15-08896 (F) 200515 210515



* 1 5 0 8 8 9 6 *

Merci de recycler



<i>Nom du membre</i>	<i>Pays de nationalité</i>	<i>Membre depuis</i>
M. Abdelhamid El Jamri	Maroc	2004
M ^{me} Khedidja Ladjel	Algérie	2012
M. Marco Nuñez-Melgar Maguiña	Pérou	2012
M. Germain Zong-Naba Pimé	Burkina Faso	2014
M. Azad Taghi-Zada	Azerbaïdjan	2004

II. Liste de candidats désignés par les États parties

2. Conformément au paragraphe 3 de l'article 72 de la Convention, le Secrétaire général, par une note verbale datée du 24 septembre 2014, a invité les États parties à désigner, au plus tard le 31 mars 2015, leurs candidats à l'élection de sept membres du Comité.

3. On trouvera ci-dessous, par ordre alphabétique, les noms des candidats et l'indication des États parties qui les ont désignés. Les notices biographiques des candidats figurent dans les annexes au présent document.

<i>Nom du candidat</i>	<i>Désigné par</i>
M. Bismillah Elih Ahmed Saleh	Mauritanie
M ^{me} Adelaide Anno-Kumi	Ghana
M. Jasminka Dzumhur	Bosnie-Herzégovine
M. Ahmed El Borai	Égypte
M. Abdelhamid El Jamri	Maroc
M ^{me} Khedidja Ladjel	Algérie
M ^{me} María Landázuri De Mora	Équateur
M. Marco Nuñez-Melgar Maguiña	Pérou
M. Germain Zong-Naba Pimé	Burkina Faso
M. Azad Taghi-Zada	Azerbaïdjan
M. Can Ünver	Turquie

III. Membres dont le terme viendra à expiration le 31 décembre 2017

<i>Nom du membre</i>	<i>Pays de nationalité</i>	<i>Membre depuis</i>
M. José Serrano Brillantes	Philippines	2004
M ^{me} Salomé Castellanos Delgado	Honduras	2014
M. Pablo Ceriani Cernadas	Argentine	2014
M ^{me} Fatoumata Abdourhamane Dicko	Mali	2010
M. Md. Shahidul Haque	Bangladesh	2014
M. Prasad Kariyawasam	Sri Lanka	2004
M. Ahmadou Tall	Sénégal	2010

Annexes*

Bismillah Elih Ahmed Saleh (Mauritanie)

[Original: français]

Date et lieu de naissance: 31 décembre 1964 à Nema, Mauritanie

Langues de travail: français et arabe

Situation/fonctions actuelles:

Chargé de mission à la Commission électorale nationale indépendante (Cabinet du Président), Président de comité d'experts qui regroupent la CENI, les affaires étrangères, le Ministre de l'intérieur, Président de la commission chargée du vote des mauritaniens à l'étranger, auparavant Ministre chargé de l'Union du Maghreb arabe.

Principales activités professionnelles:

J'ai supervisé l'inscription et le vote de mauritaniens à l'étranger et levé toutes contraintes pour la réussite de leur participation aux élections. En présidant le Comité d'experts, j'ai assuré le suivi avec le Gouvernement de la préparation des textes fondamentaux relatifs au vote des mauritaniens à l'étranger en particulier le texte portant désignation des circonscriptions diplomatiques pour des élections transparentes.

Supervision générale de plusieurs études et négociations relatives à l'unification de l'Union du Maghreb arabe.

Études:

Étude relative aux défis et perspectives de l'Union du Maghreb arabe pour renforcer l'intégration économique des pays de l'UMA, étude relative au renforcement du dialogue (5+5) et le processus de Barcelone, Rapport d'évaluation concernant le mandat de la Mauritanie à la présidence de l'Union africaine (résultats diplomatiques et politiques, et économiques).

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité des travailleurs migrants:

S'agissant des activités menées en relation avec le mandat du Comité pour les travailleurs migrants, j'ai mené des activités sur le droit de la protection des immigrés sur leur droit au travail et leur insertion dans les pays d'accueil. J'ai réfléchi et sensibilisé avec le Gouvernement sur le retour des jeunes dans leur pays d'origine en leur fournissant des fonds d'insertion et autres incitations en faveur de l'auto-emploi.

Liste des publications les plus récentes du candidat dans le domaine de la migration et des droits de l'homme:

Publication des actes d'un colloque national sur le droit des jeunes et des femmes au travail pour limiter l'immigration.

* Les curriculum vitae sont publiés sans avoir été revus par les services d'édition.

Élaboration d'un document interdisant le travail des enfants, participation à l'élaboration d'un rapport pour une meilleure sensibilisation pour l'accès des enfants des quartiers périphériques à l'école.

Cadre juridique relatif aux élections présidentielles en Mauritanie.

Adelaide Anno-Kumi (Ghana)

Date de naissance: 29 octobre 1959

Langues de travail: anglais, chinois, langues ghanéennes (twi, ga, ewe)

Situation/fonctions actuelles:

Directrice en chef: supervise les différentes directions du Ministère, notamment le Groupe des migrations; conseille le Ministre de l'intérieur sur les questions administratives et stratégiques en matière de sécurité publique.

Coordinatrice, chargée de la liaison entre le Ministère et ses institutions, notamment le Service des migrations du Ghana, le Service de la police du Ghana, et le Service pénitentiaire du Ghana.

Principales activités professionnelles:

En qualité de Directrice en chef, exerce les fonctions de responsable administrative du Ministère de l'intérieur chargée de la sécurité publique et du maintien de l'ordre.

Association nationale ghanéenne des enseignants (GNAT): 1979-1982

Association des personnels civils et des collectivités locales du Ghana (CLOGSAG): de 1990 à ce jour

Barreau du Ghana (GBA): de 1997 à ce jour

Juriste: Prisons interdenominational Church, Cantonments, Accra: de 1990 à ce jour

Donne des conférences sur les questions touchant les relations entre les sexes à l'intention de groupes de jeunes et de femmes.

Association des femmes membres des personnels civils et des collectivités locales (CLOGSALAG)

Coordonnatrice chargée des questions de relations entre les sexes: Ministère de l'intérieur

Études:

École supérieure de gestion de Paris (France) (Paris Graduate Sch. of Mgt.) – Executive Masters. en gestion de projet. Mai 2012

Faculté de droit du Ghana, Accra (Bachelor of Laws): octobre 1997

Université du Ghana, Legon, BA (Hons) en sciences politiques: juin 1986

Wesley College, Kumasi (Ghana) (Teacher Certificate «A»): juin 1979

École de filles d'Aburi, Ghana («0» Level Certificate): juin 1976

Autres activités principales dans le domaine intéressant le Comité des travailleurs migrants:

Membre/Secrétaire: Conseil du Service d'immigration du Ghana: 2007-2010

Membre du Conseil du Service d'immigration du Ghana: de 2014 à ce jour

Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la migration et des droits de l'homme:

A présidé le Comité qui a élaboré la politique nationale de migration du Ghana: 2010-2014.

Jasminka Dzumhur (Bosnie-Herzégovine)

Date et lieu de naissance: 23 juin 1963, Zenica (Bosnie-Herzégovine)

Langues de travail: anglais, russe, bosniaque, croate, serbe

Situation/fonctions actuelles:

Médiateur pour les droits de l'homme de Bosnie-Herzégovine

Présidente-adjointe du Groupe de travail des Nations Unies sur les disparitions forcées ou involontaires

Principales activités professionnelles:

Conseillère juridique principale et Coordinatrice régionale pour la justice et la société civile à la Commission internationale pour les personnes disparues

Spécialiste nationale des droits de l'homme et administratrice chargée du Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en Bosnie-Herzégovine

Présidente du tribunal de police de Zenica et juge de cette juridiction

Consultante pour le Conseil danois des réfugiés, l'International Crisis Group, la Fondation Soros, l'OSCE, le COWI, l'UNIFEM, l'UNICEF, le DCD-OCDE et World Learning/USAID

A rédigé la loi de Bosnie-Herzégovine sur l'égalité des sexes et la loi relative à la protection contre la violence familiale.

A donné des conférences et dispensé des formations sur les droits des femmes, la discrimination, la traite des êtres humains.

A publié le Manuel sur la protection des victimes de la traite des êtres humains en Bosnie-Herzégovine (Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en Bosnie-Herzégovine).

Études:

Mastère de science criminologique, faculté de criminologie, études de criminologie et de sécurité, Sarajevo, 2009

Diplôme de droit, faculté de droit de l'Université de Sarajevo, 1987

Examen du barreau, Ministère de la justice de la République de Bosnie-Herzégovine, 1994

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité des travailleurs migrants:

A dispensé des formations destinées aux agents de police, aux juges, aux procureurs, aux travailleurs sociaux, à des membres d'ONG, à des représentants du IPTF, du SFOR/EUFOR et d'EUPM, portant sur les droits de l'homme, notamment les problèmes de la traite des êtres humains, des migrations illégales et de l'asile, de la violence familiale, et de la violence sexiste.

A participé à la rédaction de lois et de règlements (loi relative à la circulation et au séjour des étrangers et des demandeurs d'asile, loi relative à l'égalité entre les sexes, loi relative à la protection contre la violence familiale, Règlement sur la protection contre la traite, victimes/étrangers).

Consultante à titre permanent auprès de ministères et d'ONG sur des questions liées à la migration, aux droits du travail des migrants et à la traite des êtres humains

Liste des publications les plus récentes dans le domaine de la migration et des droits de l'homme:

A publié le Manuel sur la protection des victimes de la traite des êtres humains en Bosnie-Herzégovine (Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en Bosnie-Herzégovine).

A élaboré la communication des médiateurs de Bosnie-Herzégovine au Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

A élaboré le Règlement sur la protection des victimes nationales de la traite.

Ahmed El Borai (Égypte)

Date de naissance: 29 octobre 1944

Langues de travail: arabe, français

Situation/fonctions actuelles:

Professeur de droit et chef du Département de la législation sociale, faculté de droit, Université du Caire

Fondateur et partenaire – El Borai & Partners, un des plus importants cabinets juridiques spécialisés, depuis 1983, en droit du travail et droit de la sécurité sociale, droit civil et droit commercial, droit bancaire et droit des investissements, règlement des litiges, arbitrage et méthodes alternatives de règlement des différends liés au travail

Principales activités professionnelles:

Membre du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille de l'ONU

Président de Legal Cooperative Union General – République arabe d'Égypte

Membre du Comité d'experts sur la Déclaration de l'OIT

Président du Comité d'experts juridiques de l'Organisation arabe du travail

Président du Centre pour les relations professionnelles, Université du Caire

Expert juridique national pour l'élaboration du projet de loi unifiée sur le travail

Conseiller juridique auprès du Parlement égyptien pour le Comité de la main-d'œuvre

Représentant permanent de la République arabe d'Égypte auprès de l'UNESCO

Conseiller culturel pour la République arabe d'Égypte à Paris

Conseiller juridique auprès de l'Université du Caire

Études:

Licence en droit (BA) – Université du Caire

Mastère en droit privé – Université du Caire

Mastère en droit public – Université du Caire

Mastère en droit public – Université de Rennes (France)

Doctorat en droit – Université de Rennes (France)

Autres activités principales dans le domaine relevant du mandat du Comité des travailleurs migrants:

En 2004, M. El Borai a été nommé membre du Comité des travailleurs migrants de l'ONU. Il a occupé différents postes universitaires et professionnels au cours de sa florissante carrière, parmi lesquels on peut citer les suivants: Professeur invité, Université de Mohammed Ibn Abdallah, Maroc (1977); Professeur invité, Université de Riyad (1977); Conseiller juridique auprès de l'Université du Caire (1983); Professeur invité, Université de Rennes (1985); Conseiller culturel de l'Égypte à Paris (1986); Représentant permanent de l'Égypte auprès de l'UNESCO (1987); Membre du Conseil suprême pour les affaires

islamiques (1991); Conseiller juridique auprès du Parlement égyptien pour le Comité sur la main-d'œuvre (1993); Chef du Centre des relations du travail, Université du Caire (1995); Professeur invité, Université de Paris-I Panthéon-Sorbonne (1997); ancien secrétaire d'État du Ministère de la main-d'œuvre et de l'immigration (2011); et ancien secrétaire d'État du Ministère de l'assurance et des affaires sociales (2013).

Liste des publications les plus récentes dans le domaine des migrations et des droits de l'homme:

«Economic, Political and Social Transformation and Effects on Labor Relations», septembre 1995; «Legal Framework for Protecting Immigrant Labor in the Arab States», mai 1992; «Arab immigrant women in the Arab countries between the reality and law», octobre 2006; «The International Legal Framework for Migrant Workers: the United Nations Convention on the Protection of Rights of all Migrant Workers and Members of their Families», juillet 2007. On peut également citer parmi ses autres travaux à caractère professionnel: «The Regulation of Immigration of Labor between the Arab States according to International and Arab Labor Practices», recherche présentée à la deuxième Conférence sur l'immigration de main-d'œuvre entre États arabes; «The Special Regulations Organizing the Employment of Women in Arab Legislation», recherche présentée à la Conférence sur la protection des travailleuses, organisée par l'Association générale des syndicats égyptiens, Le Caire 1994; «Legal Framework for the Protection of Immigrant Labor in the Arab States», recherche (en anglais et en arabe) commandée par l'Organisation internationale du Travail pour la première Conférence sur l'immigration de main-d'œuvre entre États arabes.

Abdelhamid El Jamri (Maroc)

[Original: français]

Langues de travail: français, arabe

Situation/fonctions actuelles:

Chef de Mission de l'Union européenne: Programme d'appui à la mise en œuvre de la Stratégie nationale de gestion de la migration en Mauritanie

Consultant international en ingénierie de projet de développement

Expert des Nations Unies, membre du Comité des travailleurs migrants depuis 2004 et Président de celui-ci de 2008 à 2014, Genève

Président du système des Nations Unies des droits de l'homme en 2012/2013 (9 organes de traités)

Expert auprès de l'Union européenne en développement économique, Bruxelles

Président du Réseau international «Initiatives 21 pour le développement»: création et mise en place dans plusieurs pays

Membre du Conseil de la Communauté marocaine à l'étranger (CCME) et Président du Groupe de travail sur les politiques publiques

Membre du Conseil économique et social (Maroc)

Principales activités professionnelles:

Organisation et participation à plusieurs séminaires sur la question des droits des migrants: Afrique, Asie, Europe...

Conduite de plusieurs programmes d'intégration et d'aide à l'insertion socioprofessionnelle des publics migrants dans des pays européens

Élaboration et mise en place de plusieurs programmes de formation d'acteurs de l'intégration sociale: formateurs, chargés de projets politiques de la ville...

Réalisation de plusieurs missions pour le compte de gouvernements européens et africains, grandes entreprises et ONG en ingénierie de projet, formation, gestion et optimisation des ressources humaines, gestion de la migration, qualification collective, diagnostic de structures, élaboration de programmes territoriaux, élaboration de stratégies de développement à l'international, évaluation de programmes, projets de coopération avec le Maghreb et l'Afrique, appui à la société civile et aux acteurs du développement...

Conduite de plusieurs programmes européens en appui institutionnel et en mise à niveau des entreprises en vue de l'ouverture des marchés

Réalisation de plusieurs programmes de développement pour le compte du Gouvernement marocain: formation de cadres, élaboration d'un système d'évaluation des projets de développement, mise à niveau de l'administration...

Conduite de plusieurs programmes de développement pour le compte d'institutions internationales: Francophonie, Assemblée parlementaire paritaire des pays ACP/UE, BM...

Études:

1996: Diplôme d'études supérieures spécialisées: ingénierie du développement social urbain et intégration en Europe, Université Marne-la-Vallée (77), France, mention bien. Option du DESS gestion des entreprises d'insertion

1987: Diplôme d'études approfondies ès sciences de gestion, option: analyse, diagnostic et évolution de la firme, Université de Lille (59). France

1985: Maîtrise (Mastère) ès sciences économiques, option: gestion des entreprises et des administrations, Université d'Amiens (80). France

De 1980 à 1984: DEUG et licence ès sciences économiques, Université d'Amiens (80)

1979: Baccalauréat, série B, Lycée My Ismaïl, Meknès, Maroc

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat:

Expert des Nations Unies depuis 2003, membre du Comité des travailleurs migrants. Président de ce comité depuis 2008

Participation à la préparation et aux FGMD: Forum mondial sur la migration et le développement: 2010 à Puerto Vallarte, 2009 à Athènes

Intervention devant la soixante-quatrième et la soixante-cinquième Assemblée générale des Nations Unies à New York en 2009 et 2010 et présentation orale du bilan des activités du Comité des travailleurs migrants

Conduite de programmes des capacités des Gouvernements d'Afrique du Nord et de l'Ouest en matière de gestion des flux migratoires avec l'OIT en 2009 et 2010

AIDE Fédération/ONU: 2006, coorganisation et animation de la Conférence internationale sur «l'État d'avancement et obstacles à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies», Genève

Commission européenne: 2002/2005, Chef de mission, Programme de «Structuration de la circulation de personnes entre le Maroc et les pays de l'Union européenne», identification et instruction du programme, Bruxelles, Madrid, Paris, Rabat, Tanger, Meknès...

CCDH Maroc: 2007, Expert, Membre du Groupe de travail sur la migration du CCDH (Conseil consultatif des droits de l'homme) en charge d'élaborer des propositions de directives d'une politique marocaine d'immigration au Roi du Maroc: organisation d'une démarche intégrée de consultations au Maroc et dans différents pays d'accueil des migrants marocains, Rabat et différents pays des cinq continents

Coorganisateur du Forum civil euroméditerranéen de 2000 à 2006 avec prise en charge de la thématique migration: organisation, élaboration de la problématique, choix des intervenants, recommandations, suivi... Marseille, Bruxelles, Naples, Valence, Luxembourg, Marrakech

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine:

2005-2010: Publication de plusieurs rapports sur les politiques migratoires: la gestion des flux migratoires, la gouvernance mondiale et régionale des migrations, les politiques de retour, la formation et l'insertion sociale et professionnelle des migrants, les travailleurs domestiques migrants, les droits des migrants en détention, la scolarisation des enfants des migrants...

2004-2005: Publication du rapport sur le rôle des migrants dans la coopération entre les pays ACP et l'UE dans le cadre de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP/UE

2003-2004: Publication du rapport sur «la Structuration de la circulation de personnes entre le Maroc et les pays de l'UE» pour le compte de la Commission européenne

2002-2003: Publication du «Plan local d'intégration des étrangers de la ville de Paris», pour le compte de la ville de Paris

2000-2006: Publication des rapports relatifs aux ateliers sur la migration des forums civils Euromed de 2000 à 2006

2003: Publication d'un rapport méthodologique sur «l'élaboration des dispositifs de formation et d'intégration des publics migrants», pour le compte du Fonds d'action sociale

Publication de plusieurs rapports de pilotage de nombreux programmes européens de lutte contre les exclusions, publics défavorisés, publics migrants, publics en formation

Organisation de rencontres et de colloques sur des thèmes en relation avec la formation, l'immigration, l'interculturel, la société civile, l'État de droit, le codéveloppement

Contributions écrites à plusieurs séminaires sur la thématique migratoire, le développement et les droits humains

Khedidja Ladjel (Algérie)

[Original: français]

Date et lieu de naissance: 6 janvier 1959 à Sétif**Langues de travail:** arabe, français, anglais (niveau 9) et espagnol (niveau 6)**Situation/fonctions actuelles:**

1 – Directrice générale de la famille, de la condition de la femme et de la cohésion sociale au Ministère de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme.

2 – Présidente de/du:

- La Commission nationale de suivi de la Stratégie nationale de lutte contre la violence faite aux femmes;
- La Commission nationale pour la définition du cadre structurel et organisationnel de mise en œuvre de la Charte de la femme travailleuse;
- Comité national de coordination des activités de la décennie des femmes africaines;
- Comité national pour la protection et l'épanouissement de l'enfant;
- Comité national pour le bien-être des personnes âgées.

3 – Membre du Comité pour la protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille.

Principales activités professionnelles:

En charge de:

- La définition des éléments de la politique nationale pour la promotion de la famille, l'autonomisation de la femme, la protection des personnes âgées et la sauvegarde de l'enfant et de l'adolescent;
- La proposition et la mise en œuvre d'actions visant à réduire les inégalités sociales et à préserver la cohésion sociale selon une approche intersectorielle et transversale;
- La mise en œuvre et le suivi des programmes de coopération bilatérale (États) avec les agences des Nations Unies, notamment UNICEF, FNUAP, ONU-Femmes;
- La proposition de projets de textes législatifs et réglementaires en rapport avec la famille, la femme, les personnes âgées et l'enfant;
- La proposition d'études prospectives pour une meilleure connaissance du terrain;
- Le montage de banques de données sur la famille et les membres dont elle se compose (Sexospécifique).

Études:

- Diplômée de l'École nationale d'administration, option économie et finances, Alger, juin 1981;
- Titulaire d'un magister, obtenu à l'Université d'Alger 2, faculté des sciences sociales et humaines, option changement social, thèse portant sur «La société, la

famille et le jeune face à l'émigration clandestine par voie maritime sur la période 2007-2009», mention bien, avril 2011;

- Thèse de doctorat en cours de préparation à l'Université d'Alger 2, faculté des sciences sociales et humaines, option changement social, portant sur «La promotion et la protection des droits de la femme algérienne à la lumière de l'article 31 bis de la Constitution».

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité des travailleurs migrants:

- Contribution aux travaux du laboratoire de recherche sur le changement social, option migration, Université d'Alger 2, en tant que membre;
- Membre du groupe de réflexion CRC-CMW sur l'enfant en situation de migration.

Liste des publications les plus récentes du candidat dans le domaine de la migration et des droits de l'homme:

- Les mineurs isolés algériens dans les pays de la rive sud de la Méditerranée (en cours de finalisation);
- Élaboration du rapport sectoriel 2014 au titre du rapport national sur les droits de l'homme (2015);
- La protection des enfants en danger moral au moyen notamment du travail social de proximité (2014);
- Du mouvement de libération féminin comme revendication syndicale au genre comme différenciation sociale des rôles (2014);
- Le mariage est un contrat (2014);
- Les mots clefs de l'autonomisation de la femme (2013);
- Le droit de l'enfant privé de famille à un projet de vie (2013).

María Landázuri De Mora (Équateur)

[Original: espagnol]

Date et lieu de naissance: 12 septembre 1973, Quito (Équateur)**Langue de travail:** espagnol**Situation/fonctions actuelles:**

Vice-Ministre de la mobilité humaine au Ministère des relations extérieures (2013 jusqu'à présent). Il s'agit de l'autorité suprême en matière de migration en Équateur, chargée d'orienter la politique migratoire nationale, d'élaborer les stratégies de protection et d'assistance destinées aux migrants équatoriens à l'étranger, de défendre leurs droits et d'assurer leur prise en charge dans leur pays de résidence, ainsi que de garantir les mêmes droits aux ressortissants des pays tiers en Équateur.

Principales activités professionnelles:

Fonctionnaire de carrière au Ministère des relations extérieures depuis 2013. A exercé des responsabilités dans les domaines de la planification, en tant que responsable de l'élaboration des plans opérationnels et stratégiques pour l'ensemble de la Chancellerie de l'Équateur (2010-2011). En outre, elle a été nommée membre du Comité d'évaluation des missions diplomatiques de l'Équateur à l'étranger; à ce titre, elle a été chargée d'effectuer des visites, de conduire des entretiens et de fournir des informations concernant la gestion intégrale, les résultats et l'impact des activités des agents diplomatiques (2012). Elle a été directrice des affaires et services consulaires (2013), unité au sein de laquelle a été mis en place le processus d'assistance et de protection aux migrants équatoriens en situation de vulnérabilité, processus auquel l'État équatorien a directement consacré des ressources humaines et matérielles; par ailleurs, un plan pour protéger les intérêts des Équatoriens à l'étranger, dans le cadre des activités des consulats et des ambassades auprès des gouvernements des pays de résidence, a également été mis sur pied.

Études:

Ingénieure commerciale en administration des entreprises (2000); Magistère en politiques publiques et gestion pour le développement de FLACSO Équateur (2012); Études de spécialisation (diplôme): droits de l'homme (2002, Chili); mobilité humaine (2012, Équateur); genre et diversité (2011, Équateur); et diplomatie sociale et économique (2013, Chine)

Autres activités principales dans le domaine de l'organe correspondant:

María Landázuri De Mora a dirigé la mise en œuvre effective en Équateur des observations du Comité des travailleurs migrants de l'ONU. Elle a présidé la troisième Réunion sur les migrations de la CELAC, conjointement avec la présidence par intérim du Costa Rica, en octobre 2014; à cette occasion, l'Équateur a insisté sur la nécessité d'élaborer un protocole pour la protection intégrale des enfants et des adolescents migrants non accompagnés de manière à garantir leur intégrité et leurs droits, proposition qui a été approuvée à l'unanimité. En 2015, elle a été chargée de dynamiser le Groupe de travail de la citoyenneté sud-américaine, et de mettre en œuvre les résolutions régionales visant à consolider l'insertion et à faciliter la mobilité des personnes.

Liste des publications les plus récentes dans ce domaine:

Aucune

Marco Nuñez-Melgar Maguiña (Pérou)

[Original: espagnol]

Date et lieu de naissance: 30 avril 1951, Lima (Pérou)**Langue de travail:** espagnol**Situation/fonctions actuelles:**

Consul général du Pérou à Buenos Aires (Argentine)

Membre du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (2012-2015)

Principales activités professionnelles:

M. Marco Nuñez-Melgar Maguiña a occupé différents postes, notamment les suivants: Chef de cabinet du Secrétariat général de la présidence de la République; Chef de la Section Brésil au Ministère des relations extérieures; Directeur général des droits des Péruviens à l'étranger.

À l'étranger, il a occupé les postes suivants, notamment: Consul du Pérou à Rio Branco (Brésil); chargé d'affaires a.i. et Consul du Pérou au Nicaragua; Consul général du Pérou à Santiago du Chili et, actuellement, Consul général du Pérou à Buenos Aires, et Chef des services consulaires dans son pays.

Études:

Diplomate de carrière ayant rang d'ambassadeur, diplômé de l'Académie diplomatique du Pérou

Licencié en relations internationales

Licencié en sociologie

Magistère en développement et défense nationale

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe correspondant:

M. Marco Nuñez-Melgar Maguiña a obtenu une maîtrise en traités internationaux; il est également diplômé en négociations internationales et en conciliation. Il a été décoré de l'Ordre El Sol du Pérou, avec le grade de commandeur, en reconnaissance de ses activités consulaires à Santiago du Chili. Il a également été décoré par le Gouvernement de l'État d'Acre (Brésil) de l'Ordre Barón de Río Branco, avec le grade de commandeur, en reconnaissance de ses activités consulaires en faveur de l'intégration frontalière Pérou-Brésil. Il a également été décoré à plusieurs reprises par le corps consulaire du Nicaragua et le corps consulaire de Santiago du Chili, dont il a été élu doyen deux années consécutives.

Il a donné des cours et des conférences sur différents thèmes en rapport avec la migration dans les universités du Pérou et du Chili, ainsi que dans le cadre des Cours interaméricains sur les migrations internationales de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), à Mar del Plata (Buenos Aires).

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine:

Mi Testimonio en Nicaragua

La Guía del Migrante et

Las Migraciones Internacionales: Problemas o Posibilidades

Germain Zong-Naba Pimé (Burkina Faso)

[Original: français]

Date et lieu de naissance: 24 mai 1977 à Sourgoubila (Burkina Faso)**Langue de travail:** français**Situation/fonctions actuelles:**

- Conseiller en droits humains, Directeur régional des droits humains et de la promotion civique des Hauts-Bassins depuis 2010;
- Membre du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, Genève depuis janvier 2014;
- Membre du centre d'études et de recherches sur les migrations internationales et le développement (CERMID).

Principales activités professionnelles:

- Élaboration et mise en œuvre de la politique nationale de promotion et de défense des droits humains;
- Éducation aux droits humains, au civisme et à la démocratie;
- Appui aux organisations de la société civile concernant les actions de promotion et de protection des droits humains;
- Appui aux circonscriptions administratives et aux collectivités territoriales à travers des avis techniques et des conseils en matière de droits humains;
- Chargé de cours en droits de l'homme et libertés publiques à l'Institut régional d'administration (IRA).

Études:

- 2012: Mastère de recherche en droit public, spécialité droit international et européen des droits fondamentaux de l'Université de Nantes (France);
- 2009: Diplôme de Conseiller en droits humains de l'École nationale d'administration et de magistrature du Burkina Faso (ENAM);
- 2004: Maîtrise en sciences juridiques de l'Université de Ouagadougou;
- 2002: Licence en sciences juridiques de l'Université de Ouagadougou.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité des travailleurs migrants:

- Contribution à l'élaboration du rapport initial du Burkina Faso au titre de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille qui a été présenté en septembre 2013;
- Conduite des travaux de recherche sur les migrations et les droits humains à l'occasion du Mastère de recherche en droit international et européen des droits fondamentaux en 2012;

- Animation de conférences et de formations sur la politique nationale des droits humains au Burkina Faso, sur la citoyenneté et les droits humains, sur les droits de l'enfant, de la femme, des migrants, etc.

Liste des publications les plus récentes du candidat dans le domaine de la migration et des droits de l'homme:

- 2009: «Les droits de l'homme en milieu carcéral au Burkina Faso: le cas du mineur à la maison d'arrêt et de correction de Ouagadougou». Mémoire de fin de cycle à l'ENAM;
- 2012: «L'emprisonnement, ses alternatives et la protection des droits de l'enfant», Mémoire de Mastère de recherche, spécialité droit international et européen des droits fondamentaux.

Azad Taghi-Zada (Azerbaïdjan)

Date et lieu de naissance: 3 mars 1953 à Bakou (Azerbaïdjan)

Langues de travail: azéri (langue maternelle), anglais, russe et turc

Situation/fonctions actuelles:

- Membre et Vice-Président du Comité pour la protection de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille;
- Vice-Président chargé de la recherche du bureau de l'Université d'État M. V. Lomonosov de Moscou à Bakou;
- Ministre du travail et de la protection sociale de la population, Chef du Département des calculs actuariels et de l'analyse des niveaux de vie.

Principales activités professionnelles:

En tant que membre et Vice-Président élu du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, M. Azad Taghi-Zada examine les rapports des États parties, participe aux réunions intercomités, et exerce les fonctions de rapporteur pour plusieurs pays différents.

En tant que chef du Département des calculs actuariels et de l'analyse des niveaux de vie, il participe à l'élaboration, à la mise en place et à la réalisation des politiques sociales pour la population en Azerbaïdjan, notamment en ce qui concerne les services aux travailleurs migrants; il élabore des programmes de coopération avec des organisations internationales et les ministères compétents des pays étrangers dans ce domaine d'activités.

Études:

1970-1975: Université d'État de Moscou, faculté de mécanique et de mathématiques

1975-1978: Enseignement universitaire supérieur, Université d'État de Moscou, docteur en mathématiques

1983-1985: Institut de langues étrangères, faculté de littérature anglaise

Plusieurs cours et formations sur les mathématiques actuarielles, la démographie et la prévision socioéconomique, notamment les flux migratoires, etc.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité des travailleurs migrants:

Communication sur la mondialisation, la migration et les droits de l'homme au deuxième Forum mondial des droits de l'homme à Marrakech (2014)

A participé à l'élaboration des programmes sociaux en Azerbaïdjan, ainsi qu'à l'élaboration et au suivi de projets, traités et accords internationaux dans le domaine des politiques sociales, notamment les politiques sociales pour les travailleurs migrants.

Liste des publications les plus récentes du candidat dans le domaine:

Plus de 90 travaux, articles, manuels et documents d'études scientifiques ont été publiés.

Parmi ceux-ci il convient de souligner en particulier les travaux en matière d'analyse et de prévision de la situation démographique et socioéconomique, des flux migratoires, etc.

Can Ünver (Turquie)

Date et lieu de naissance: 16 mai 1954 à Ankara

Langues de travail: allemand et anglais

Situation/fonctions actuelles:

Retraité; ancien Directeur général du Ministère du travail et de la sécurité sociale de la République de Turquie

Principales activités professionnelles:

- Chef de Département au Ministère du travail et de la sécurité sociale (MLSS), Ankara, et Conseiller spécial auprès du Ministre, 1984-1985;
- Membre de l'équipe spéciale «Problèmes des travailleurs turcs à l'étranger» au MLSS, Ankara, 1985;
- Attaché, chargé des questions de travail et de sécurité sociale, Consulat général de Turquie à Nuremberg, 1985-1990;
- Directeur au MLSS, Ankara, 1990-1991;
- Conseiller au Cabinet du Premier Ministre (Département des citoyens turcs à l'étranger), 1992-1993;
- Attaché, chargé des questions de travail et de sécurité sociale, Consulat général de Turquie à Hambourg, 1993-1998;
- Directeur général adjoint des services pour les travailleurs turcs à l'étranger au MLSS, Ankara, 2000;
- Directeur général des services pour les travailleurs turcs à l'étranger au MLSS, Ankara, 2000-2003;
- Conseiller pour les questions de travail à l'ambassade de Turquie à Berlin, 2003-2007.

Études:

BA/MA: Université Ludwig Maximilian, Munich, faculté des sciences sociales (Départements des sciences politiques, de la communication et des études turques), 1975-1981 (Magister Artium, Thèse: 1974-1979 Politiques occidentales de la Turquie, sous la direction du professeur Peter J. Opitz)

PhD: Université Hacettepe, Institut pour les principes d'Ataturk et l'histoire de la révolution (2003) (Thèse: The Influence of Orientalism in Germany's Turkey Policies, 19th and 20th Centuries, sous la direction du professeur Mustafa Yilmaz)

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité des travailleurs migrants:

1985-1989, membre du Comité d'experts sur la mise en œuvre de la Convention européenne sur la sécurité sociale (SS-AC) du Conseil de l'Europe; 1987-1989 Président du Comité

1997-2000, membre du Groupe de travail sur la migration à l'OCDE

1985-2003, participation aux sessions plénières et aux réunions en comité de l'OIT

2002-2003, maître de conférence à temps partiel à l'Université Bilkent (politiques publiques), Ankara

2004-... membre du Conseil scientifique consultatif à MiReKOC (Centre de recherche sur les migrations de l'Université Koç, Istanbul)

2010-2013, Directeur de l'Institut de recherche sur les migrations à Türksam (Centre de recherche stratégique turc, Ankara)

Liste des publications les plus récentes du candidat dans le domaine de la migration et des droits de l'homme:

- Chapitre de l'ouvrage: «The Influence of Turkish Society in Germany in Shaping Economic and Political Relations between Germany and Turkey» (Ed.: Istanbul Turkish-German University), «Turkish-German Relations» (sortie prévue en 2015);
 - Article: «The Changing Diaspora Politics of Turkey and Public Diplomacy». Turkish Policy Quarterly. Printemps 2013, vol. 12, n° 1, p. 181 à 189;
 - Article: «Current Discussions in the German Integration Debate. The Culturalist Vision vs. Social Equity?» ReMI. Revue européenne des migrations internationales 2006 (22) 3, p. 23 à 38.
-